

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.
07-06-2001 | 25-07-2001

58.053 16/30101

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 07-05-2001
conclue au sein de la
SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LE PORT D'ANVERS,
DENOMMEE « NATIONAAL PARITAIR COMITE DER HAVEN VAN
ANTWERPEN »
portant
ACCORD SOCIAL 2001-2002
pour les
TRAVAILLEURS PORTUAIRES DU CONTINGENT GENERAL

ARTICLE 1^{ER} – CHAMP D'APPLICATION

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs ressortissant à la Sous-Commission paritaire pour le port d'Anvers dénommée « Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen » et aux travailleurs portuaires du contingent général qu'ils occupent.

ARTICLE 2 – DUREE

La présente convention collective de travail entre en vigueur au 01-04-2001. Elle reste d'application jusques et y compris au 31-03-2003 inclus.

ARTICLE 3 – PRIME SYNDICALE

Pour la durée de la présente convention collective de travail le montant de la prime syndicale est fixé à 0,84 EUR par tâche et par jour assimilé.

ARTICLE 4 – POUVOIR D'ACHAT

a) MAJORATION SALAIRE DE BASE

Le salaire de base est majoré de 0,82 EUR à partir du 01-05-2001 et de 1,24 EUR à partir du 01-01-2002.

b) PRIME UNIQUE

Il est octroyé une prime unique de 0,62 EUR par tâche effectivement prestée comme ouvrier portuaire du contingent général durant la période du 01-01-2001 jusques et y compris le 30-04-2001. Cette prime est payée le 01-07-2001.

c) **SALAIRE – INDEXATION**

- Le salaire de base reste lié à l'indice de santé arithmétique moyen des prix à la consommation comme fixé à la convention collective de travail du 29 juin 1998 relative à la liaison du salaire de base à l'indice des prix à la consommation.

- En 2002, le salaire horaire de base est adapté une fois au 1er mai en guise d'avance sur l'évolution de l'indice de santé arithmétique moyen des prix à la consommation par rapport à l'augmentation de l'indice de santé arithmétique moyen des prix à la consommation du mois dans lequel l'indice-pivot précédent à été dépassé vis-à-vis de ce même indice de mars 2002.

ARTICLE 5 – INDEMNITE DE SECURITE D'EXISTENCE

Au cours de la durée du présent accord, l'indemnité de sécurité d'existence (allocation de chômage + indemnité de présence), est égale à 66 % du salaire de base, sauf si des mesures diminuant les allocations de chômage sont prises par l'autorité publique. Dans ce cas, le montant de l'indemnité de présence, payé à ce moment par le Fonds de compensation pour la sécurité d'existence - Port d'Anvers, restera inchangé jusqu'au 31 décembre 2000 inclus

ARTICLE 6 – FORMATION PERMANENTE DES TRAVAILLEURS

a) **AUGMENTATION COTISATION FORMATION PERMANENTE**

L'effort supplémentaire fait par sous-commission paritaire en faveur de la formation, la rééducation et le recyclage est augmenté de 0,3 %. A partir du 01-05-2001 cet effort supplémentaire s'élève à 0,8 % des salaires bruts. La rééducation et le recyclage seront utilisés, dans le cadre de mesures concrètes pour améliorer l'organisation du travail, pour recycler les ouvriers portuaires afin de leur donner des qualifications supplémentaires et pour former les cadres en exécution de la loi sur le bien-être au travail. Cet effort s'inscrit dans l'engagement de l'Accord Interprofessionnel 2001-2002 de réaliser plus de formules de formation permanente. Cette formation est destinée à toutes les catégories de travailleurs mais surtout aux travailleurs qui sont particulièrement vulnérables en ce qui concerne le chômage de longue durée. Les deux parties confirment que la politique de formation doit investir de façon prévoyante dans l'employabilité sur le "marché de l'emploi portuaire".

La cellule de formation Anvers remboursera aux chauffeurs des docks qui, à partir du cours DA n° 24 (démarré le 08-01-2001) ont réussi à la formation DA le coût d'un seul paquet de base pour obtenir le permis de conduire CE . Les travailleurs intéressés feront une demande de remboursement à une des organisations représentatives qui transmettra le dossier à la cellule de formation Anvers.

c) CENTRE DE FORMATION POUR OUVRIERS PORTUAIRES

Le centre de formation pour ouvriers portuaires peut demander à la cellule de formation Anvers une intervention substantielle pour ce qui concerne les moniteurs supplémentaires, occupés avec un contrat de travail à durée déterminée.

ARTICLE 7 – JOUR DE CARENCE

En cas d'incapacité de travail pour cause de maladie ou accident de droit commun de plus de sept jours civils, le jour de carence est supprimé pour la durée de la présente convention collective de travail.

ARTICLE 8 – MOBILITE – TRANSPORT PRIVE

- A partir du 01-04-2001 l'intervention dans les frais d'abonnement au transport public (CCT n° 19) est portée à 60 %.
- A partir du 01-05-2001 l'intervention dans les frais de transport des travailleurs qui utilisent un moyen de transport privé et qui ne bénéficient pas d'un abonnement social est portée à 60 %.

ARTICLE 9 – FIN DE CARRIERE

a) PERSONNES A CAPACITE DE TRAVAIL REDUITE

Le régime de capacité de travail réduite à partir de 55 ans est maintenu pour la durée de la présente convention collective de travail.

b) REDUCTION DES PRESTATIONS DE TRAVAIL D'UN 1/5 OU DE 2/5 PAR SEMAINE

A partir de l'âge de 55 ans les ouvriers portuaires du contingent général ont droit à un ou deux jours par semaine sans embauchage et sans pointage.

A partir de l'âge de 55 ans les ouvriers portuaires du contingent général ont droit à un ou deux jours par semaine sans embauchage et sans pointage.

c) **REDUCTION DES PRESTATIONS DE TRAVAIL D'UN 1/5 PAR SEMAINE**

Pour les ouvriers portuaires du contingent général le principe de la réduction des prestations de travail d'un 1/5 par semaine à partir de l'âge de 50 ans est introduit.

d) **ASSOUPPLISSEMENT EMBAUCHAGE A PARTIR DE 50 ANS**

Les parties sont disposées à élaborer une nouvelle procédure d'embauchage pour les ouvriers portuaires du contingent général à partir de l'âge de 50 ans.

Les deux parties poursuivront les négociations avec les instances officielles concernées comme l'ONEM et la VDAB, sur l'exécution pratique des points b), c) et d).

Pour la fixation des jours sans embauchage le principe du contingentement sera appliqué.

ARTICLE 10- TEMPS DE TRAVAIL – COMBINAISON TRAVAIL ET FAMILLE

En vue de l'exécution à partir du 01-01-2002, les deux parties s'engagent à concrétiser, le 31-10-2001 au plus tard, les CCT du Conseil National du Travail relatives à l'interruption de carrière en tenant compte des caractéristiques spécifiques du secteur portuaire. Ceci sera fait en accord avec les instances officielles concernées.

ARTICLE 11 – FONDS DE COTISATION

En attendant la transformation du Fonds de cotisation en pilier pension à part entière, il sera versé, à partir du 01-05-2001, une cotisation de 2 % sur les salaires bruts au Fonds de Compensation pour la Sécurité d'existence. Ces 2 % se composent de la cotisation existante de 0,83 % pour la cotisation annuelle et d'une cotisation patronale supplémentaire de 1,17 % sur les salaires bruts. On postule le 01-01-2002 comme date d'entrée en vigueur de cette transformation. Il sera établi une étude sur ce sujet avant le 01-10-2001.

ARTICLE 12 – ACCIDENTS DE TRAVAIL

Un montant équivalent à 0,2 % du salaire ONSS global payé en 2000, sera utilisé annuellement en 2001 et 2002 pour compenser la perte de salaire due à un accident de travail. Un groupe de travail paritaire établira le régime le plus social. Le règlement actuellement en vigueur pour les accidents de travail peut être adapté à partir du 01-07-2001 (art. 6 CCT du 19-07-1999).

ARTICLE 13 – QUALITE DU TRAVAIL

En exécution de la CCT n° 72 du Conseil National du Travail relative au bien-être des travailleurs et des conclusion de l'enquête « Arbeidsbeleving Haven van Antwerpen » faite en 1999 par Medimar, le groupe de travail « Arbeidstevredenheid » est chargé d'élaborer les conclusions de façon qu'elles deviennent applicables dans la pratique.

ARTICLE 14 – CONGE SYNDICAL

Le régime existant est maintenu, cad.

- un maximum de 500 jours par an pour l'ensemble des trois organisations syndicales ;
- un maximum de 10 jours par an et par membre du comité.

ARTICLE 15 – TRAVAIL ET VÊTEMENTS DE SECURITE

a) EXTENSION DE L'ENSEMBLE DE BASE

Pour les ouvriers portuaires du contingent général, reconnus à partir du 01-01-2001, l'ensemble de base existant est complété de vêtements d'hiver, c.a.d. veston d'hiver et salopette d'hiver.

b) REVISION DU SYSTEME DE POINTS

Le Comité Commun Prévention et Protection est chargé d'achever avant le 01-10-2001 des discussions concernant la révision du système de points existant, avec obligation de résultat.

ARTICLE 16 – PRESENCE SYNDICALE DANS LES ENTREPRISES

Dans le cadre de l'introduction du poste à demeure, des discussions sur la présence syndicale dans les entreprises seront achevées pour le 30-09-2001 au plus tard. Le règlement à convenir ne peut toutefois pas entraîner des frais supplémentaires pendant la durée de validité de la présente convention collective de travail.

ARTICLE 17 – POUR MEMOIRE

Toutes les conventions collectives de travail de longue durée concernant les conditions de salaire et de travail continuent à être exécutoires.

ARTICLE 18 – PAIX SOCIALE

A l'exception d'éventuelles matières techniques, les organisations signataires et leurs membres ne formuleront pas de nouvelles revendications pendant la période d'application de la présente convention collective de travail, ni au niveau du secteur, ni au niveau des entreprises, et elles garantiront le maintien de la paix sociale dans le port d'Anvers.

La prime syndicale ne sera payée au Front Commun syndical du port d'Anvers qu'à condition que la paix sociale dans ce port soit respectée entièrement par les travailleurs.

ARTICLE 19 – DISPOSITION TRANSITOIRE

Les articles ou éléments d'articles mentionnés dans le tableau suivant se rapportent à la présente convention collective de travail. Pour les montants mentionnés en euro dans la deuxième colonne du tableau valent à partir de la date d'entrée en vigueur de la convention collective de travail jusqu'au 31 décembre 2001 les montants en francs belges de la troisième colonne.

	EURO	BEF
Article 3	0,84	34
Article 4 a)	0,82	33
	1,24	50
Article 4 b)	0,62	25

NEERLEGGING-DEPOT

REGISTR.-ENREGISTR.

1/55 kw 07-06-2001

25-07-2001

58.053

(6)30101

CAO/SA2001-2002-HA-NPCHA-20010507

Nº

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST van 07-05-2001
gesloten in het
NATIONAAL PARITAIR COMITÉ DER HAVEN VAN ANTWERPEN
houdende het
SOCIAAL AKKOORD 2001 -2002
voor de
HAVENARBEIDERS VAN HET ALGEMEEN CONTINGENT

ARTIKEL 1 - TOEPASSINGSGBIED

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de Haven van Antwerpen, "Nationaal Paritair Comité der Haven van Antwerpen" genaamd, en op de havenarbeiders van het algemeen contingent die zij tewerkstellen.

ARTIKEL 2 - DUURTIJD

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 01-04-2001. Zij is van toepassing tot en met 31-03-2003.

ARTIKEL 3 - SYNDICALE PREMIE

Voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt het bedrag van de syndicale premie vastgelegd op 0,84 EUR per taak en per gelijkgestelde dag.

ARTIKEL 4 - KOOPKRACHT

a) **VERHOGING BASISLOON**

Vanaf 01-05-2001 wordt het basisloon verhoogd met 0,82 EUR. Vanaf 01-01-2002 verhoogt het basisloon met 1,24 EUR.

b) **ÉÉNMALIGE PREMIE**

Per effectief gepresteerde taak als havenarbeider van het algemeen contingent in de periode van 01-01-2001 tot en met 30-04-2001 wordt een éénmalige premie van 0,62 EUR toegekend. Deze wordt uitbetaald op 01-07-2001.

c) **LOON - INDEXBINDING**

- Het basisloon blijft gebonden aan het rekenkundig gemiddeld gezondheidsindexcijfer der consumptieprijzen, zoals vastgelegd in de CAO van 29-06-1998 betreffende de koppeling van het basisloon aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.
- In 2002 wordt het basisloon éénmalig als een voorafname op 1 mei aangepast aan de evolutie van het rekenkundig gemiddeld gezondheidsindexcijfer der consumptieprijzen in verhouding tot de stijging van het rekenkundig gemiddeld gezondheidsindexcijfer van de maand waarin de vorige spilindex werd overschreden ten opzichte van ditzelfde indexcijfer van maart 2002.

ARTIKEL 5 - BESTAANSZEKERHEIDSVergoeding

Tijdens de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst is de bestaanszekerheidsvergoeding (werkloosheidsvergoeding + aanwezigheidsvergoeding samen) gelijk aan 66 % van het basisloon, behalve indien door de overheid maatregelen worden genomen waardoor de vergoeding van de werkloosheid zou verminderen. In dit laatste geval zal het bedrag van de aanwezigheidsvergoeding op dat ogenblik door het Compensatiefonds voor Bestaanszekerheid - Haven van Antwerpen uitbetaald, onveranderd blijven tot en met 31-03-2003.

ARTIKEL 6 – PERMANENTE VORMING VAN WERKNEMERS

a) VERHOGING BIJDRAGE PERMANENTE VORMING

De bijkomende inspanning die per Paritair Subcomité geleverd wordt ten behoeve van de opleiding, her- en bijscholing wordt verhoogd met 0,3 %. Vanaf 01-05-2001 bedraagt zij 0,8 % op de brutolonen. De her- en bijscholing zal, in het licht van concrete maatregelen ter verbetering van de arbeidsorganisatie, aangewend worden om de havenarbeiders bij te scholen in het kader van bijkomende kwalificaties en het kaderpersoneel te vormen in uitvoering van de Welzijnswet. Deze inspanning kadert in het engagement van het Interprofessioneel Akkoord 2001-2002 om meer formules van permanente vorming te realiseren. Deze vorming zal betrekking hebben op alle werknemerscategorieën met de nadruk op de werknemers die erg kwetsbaar zijn voor langdurige werkloosheid. Beide partijen bevestigen dat het opleidingsbeleid vooruitziend moet investeren in de inzetbaarheid op de "havenarbeidsmarkt".

b) FINANCIËLE TUSSENKOMST VOOR HET BEHALEN VAN EEN RIJBEDIJS CE

Aan de dokautovervoerders die vanaf de DA-cursus nr. 24 (gestart op 08-01-2001) geslaagd zijn in de opleiding DA wordt de kostprijs van één basispakket voor het behalen van een rijbewijs CE terugbetaald via de Vormingscel Antwerpen. Betrokken werknemers dienen een aanvraag tot terugbetaling in bij één van de representatieve organisaties die het dossier bezorgen aan de Vormingscel Antwerpen.

c) OPLEIDINGSCENTRUM VOOR HAVENARBEIDERS

Met betrekking tot de extra aangeworven monitoren, tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur, kan het Opleidingscentrum voor Havenarbeiders een substantiële tussenkomst aan de Vormingscel Antwerpen vragen.

ARTIKEL 7 – CARENSDAG

Bij arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval van gemeen recht van meer dan 7 kalenderdagen vervalt de carensdag voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

ARTIKEL 8 – MOBILITEIT – EIGEN VERVOER

- Vanaf 01-04-2001 wordt de tussenkomst in de abonnementskosten voor het openbaar vervoer (CAO nr. 19) op 60 % gebracht.
- Vanaf 01-05-2001 wordt de tussenkomst in de verplaatsingskosten te betalen aan werknemers die een privévervoermiddel gebruiken en geen sociaal abonnement genieten op 60 % gebracht.

ARTIKEL 9 - EINDELOOPBAAN

a) VERMINDERD ARBEIDSGESCHIKTEN

Het stelsel van de verminderd arbeidsgeschikten vanaf 55 jaar wordt behouden voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

b) VERMINDERING ARBEIDSPRESTATIES MET 1/5DE PER WEEK OF 2/5DE PER WEEK

Vanaf 55 jaar hebben de havenarbeiders van het algemeen contingent recht op één of twee dagen per week vrij van aanwerving. *en stempaleentieke*

c) VERMINDERING ARBEIDSPRESTATIES MET 1/5DE PER WEEK

Het principe van de vermindering van de arbeidsprestaties met 1/5de per week voor de werknemers vanaf 50 jaar wordt ingevoerd vanaf 01-01-2002 voor havenarbeiders van het algemeen contingent.

d) VERSOEPELING AANWERVING VANAF 50 JAAR

Partijen zijn akkoord om een nieuwe aanwervingsprocedure uit te werken die geldt voor de havenarbeiders van het algemeen contingent vanaf 50 jaar.

Over de praktische uitvoering van punten b), c) en d) zullen beide partijen verder onderhandelen met de betrokken officiële instanties zoals RVA en VDAB.

Bij de vaststelling van de dagen vrij van aanwerving zal het principe van contingentering toegepast worden.

ARTIKEL 10 – ARBEIDSTIJD – COMBINATIE ARBEID EN GEZIN

Beide partijen verbinden zich ertoe om uiterlijk op 31-10-2001, en dit met het oog op de uitvoering vanaf 01-01-2002, de CAO's van de Nationale Arbeidsraad inzake loopbaanonderbreking te concretiseren en dit rekening houdend met de specifieke kenmerken van de havensector. Dit zal gebeuren in samenspraak met de betrokken officiële instanties.

ARTIKEL 11 – PREMIEFONDS

In afwachting van de omvorming van het Premiefonds naar een volwaardige pensioenpijler wordt er vanaf 01-05-2001 een bijdrage van 2% op de brutolonen gestort aan het Compensatiefonds voor Bestaanszekerheid. Deze 2% is samengesteld uit de bestaande bijdrage van 0,83% voor de jaarlijkse premie en een bijkomende patronale bijdrage van 1,17% op de brutolonen. Als datum van invoeging van deze omvorming wordt 01-01-2002 vooropgesteld. Vóór 01-10-2001 zal een studie afgerond worden.

ARTIKEL 12 - ARBEIDSONGEVALLEN

Een bedrag gelijk aan 0,2% van het totale RSZ-loon uitbetaald in 2000 zal jaarlijks in 2001 en 2002 worden aangewend om het inkomstenverlies ingevolge arbeidsongeval op te vangen. Een paritaire werkgroep zal het meest sociale systeem uitbouwen. Vanaf 01-07-2001 kan het bestaande systeem voor de regeling van de arbeidsongevallen aangepast worden (art. 6 CAO van 19-07-1999).

ARTIKEL 13 - ARBEIDSKWALITEIT

In uitvoering van de in de Nationale Arbeidsraad gesloten CAO nr. 72 voor het welzijn van de werknemers en de besluiten van het onderzoek "Arbeidsbeleving Haven van Antwerpen" uitgevoerd in 1999 door Medimar, wordt aan de werkgroep "Arbeidstevredenheid" opdracht gegeven de besluiten uit te werken zodat ze in de praktijk uitvoerbaar worden.

ARTIKEL 14 – SYNDICAAL VERLOF

De bestaande regeling blijft behouden m.n.

- maximum van 500 dagen per jaar voor de drie werknemersorganisaties samen;
- maximum van 10 dagen per jaar per bestuurslid.

ARTIKEL 15 – WERK EN VEILIGHEIDSKLEDIJ

a) UITBREIDING STARTPAKKET

Voor de havenarbeiders van het algemeen contingent die vanaf 01-01-2001 erkend zijn wordt het bestaande startpakket beschermkledij aangevuld met winterkledij d.w.z. wintervest en winterbretelbroek.

b) HERZIENING VAN HET PUNTENSYSTEEM

Aan het Gemeenschappelijk Comité Preventie en Bescherming wordt de opdracht gegeven met resultaatsverbintenis om vóór 01-10-2001 besprekingen af te ronden in verband met de herziening van het bestaande puntensysteem.

ARTIKEL 16 – SYNDICALE AANWEZIGHEID IN BEDRIJVEN

In het kader van de invoering van het vast dienstverband zullen uiterlijk op 30-09-2001 besprekingen afgerond worden in verband met de syndicale aanwezigheid in de bedrijven. De afgesproken regeling mag echter voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst geen kostenverhogend effect hebben.

ARTIKEL 17 - PRO MEMORIE

Alle langlopende collectieve arbeidsovereenkomsten met betrekking tot de loon- en arbeidsvoorwaarden worden verder uitgevoerd.

ARTIKEL 18 - SOCIALE VREDE

Uitgezonderd eventuele technische aangelegenheden zullen de ondertekende organisaties en hun leden tijdens de toepassingsperiode van deze collectieve arbeidsovereenkomst noch op het niveau van de bedrijfstak, noch op het niveau van de ondernemingen nieuwe eisen stellen en zullen zij het behoud van de sociale vrede in de Haven van Antwerpen waarborgen. De syndicale premie zal slechts aan het Gemeenschappelijk Vakbondsfront van de Haven van Antwerpen uitbetaald worden, indien de sociale vrede volledig door de werknemers wordt nageleefd.

ARTIKEL 19 – OVERGANGSBEPALING

De artikelen of onderdelen ervan die vermeld worden in onderstaande tabel hebben betrekking op deze collectieve arbeidsovereenkomst . Voor de bedragen die in euro worden vermeld in de tweede kolom van de tabel gelden vanaf de datum van inwerkingtreding van de collectieve arbeidsovereenkomst tot 31 december 2001 de bedragen die in Belgische frank worden vermeld in de derde kolom.

	EURO	BEF
artikel 3	0,84	34
artikel 4 a)	0,82	33
	1,24	50
artikel 4 b)	→ 0,62	25

* * *